

CHINE La lettre d'information

Le droit des travailleurs à l'organisation indépendante ne connaît pas de frontières.

La Commission Enquête Chine s'est constituée, au lendemain de la répression du mouvement populaire de mai-juin 1989, pour exiger la libération de tous les prisonniers politiques. Dès janvier 1990, le 1er Banquet de solidarité réunissait militants chinois en exil et responsables syndicaux de huit pays et en janvier 1991 un appel fut lancé lors d'une conférence à Barcelone et repris dans cinquante-trois pays : les droits ouvriers et démocratiques ne connaissent pas de frontière. En particulier le droit de constituer librement des syndicats. La Commission s'est rendue en Chine à trois reprises : enquêtes sur les prisonniers politiques et sur l'application de la loi du Travail, solidarité avec les syndicalistes de Liaoyang. Elle a participé à plusieurs rencontres internationales, notamment en Asie. Elle organise chaque année un banquet de solidarité avec le peuple chinois et édite « La Lettre d'information » deux fois par mois depuis 1994.

Éditorial

Sombres perspectives. Pékin et Shanghai ont été pratiquement libérées des pénibles et répressives restrictions sanitaires dues à l'épidémie de Covid, mais les travailleurs et les jeunes, scolaires et étudiants, ont souffert les plus grands maux : angoisse, chômage, croissance en berne – les grandes banques et le FMI ont abaissé fortement leurs prévisions pour l'année – et donc une catastrophe pour l'emploi. Rappelons que le taux de chômage officiel des jeunes urbains de 16 à 24 ans était déjà de 18,2 % en avril !

Dans une sorte d'aveu d'impuissance, le Premier ministre Li Keqiang avait cité les facteurs imprévus de la poursuite de l'épidémie et de la guerre en Ukraine devant 100 000 cadres lors d'une visioconférence pour justifier la modestie de son objectif : faire en sorte que l'économie se développe au deuxième trimestre. « *Cet objectif n'est pas élevé, il est bien plus bas que l'objectif de croissance de 5,5 % que nous avons proposé au début de l'année. Mais il est fondé sur la réalité.* »

Sur fond de crainte de récession et d'inflation planétaires, de danger militaire en mer de Chine, les licenciements se poursuivent non seulement dans les PME, mais aussi chez les géants privés du secteur des technologies : après Tencent, Zhihu et d'autres, c'est Bilibili qui a entamé des dégraissages massifs à la fin du mois dernier.

De grandes tensions. Jeunes et travailleurs vivent désormais dans une profonde incertitude des lendemains, et à ce point, c'est une situation nouvelle. Accablement ? Pas vraiment, le site d'information des droits ouvriers « China Labour Bulletin » basé à Hong Kong indique avoir « enregistré quatorze manifestations de travailleurs liées au Covid-19 depuis le mois de mars, dont huit ont eu lieu à Shanghai, qui sort lentement d'une période de confinement de trois mois. Les mauvaises conditions de travail dans le cadre de mesures de confinement strictes ont conduit à des protestations non

seulement de médecins, d'infirmières et de ces travailleurs vêtus de blanc, mais aussi d'ouvriers d'usine, de chauffeurs de taxi et d'autres encore ».

On a par exemple vu le 14 juin à Shanghai une manifestation de dizaines de « contrôleurs volontaires » des restrictions Covid demandant le versement des arriérés de salaire qui leur étaient dus. Il y avait déjà eu le 23 mai une manifestation de centaines de ces « volontaires » réquisitionnés dans des provinces alentour qui protestaient contre les conditions de quarantaine (on leur avait promis des logements dans des hôtels), à l'issue de laquelle des affrontements très violents avec des agents mobilisés par la municipalité avaient eu lieu.

Une émeute a de nouveau éclaté à l'usine Dafeng Electronics de la firme taïwanaise Quanta Computer à Shanghai dans la soirée du 21 mai. Selon le quotidien de Taiwan « China Times », les travailleurs ont fait irruption dans les locaux des cadres taïwanais en criant des slogans tels que « Chiens de Taïwan, retournez à Taïwan ! » ou « A bas le capitalisme ! ». Les ouvriers confinés dans l'entreprise depuis longtemps voulaient rentrer chez eux dans leur ville natale, mais le conflit a éclaté à propos du paiement des heures supplémentaires.

Les livreurs. Assurant la livraison de nourriture auprès de la population par tous les temps et même pendant les épidémies, ces jeunes travailleurs – souvent travailleurs « migrants », pour une part anciens ouvriers d'usine espérant mieux gagner leur vie –, salués comme les « héros méconnus » des villes confinées, vivent et travaillent cependant dans des conditions désastreuses. Logés pauvrement, ils se voyaient parfois interdire l'accès à leurs propres logements par les officiels des comités de quartier !

Alors, « *ils dorment dans des voitures, des passages souterrains ou dans la rue, souvent pendant des semaines. Le problème a été mis en lumière après que l'on a appris que plusieurs dizaines de livreurs dormaient sous un pont. Cette histoire a suscité l'inquiétude*

de la population. De nombreux habitants ont organisé des livraisons de literie, de nourriture et de masques de protection aux livreurs » (« Sixth Tone », 3 mai).

En outre, ils subissent une forme d'exploitation particulière car le patron se cache derrière un algorithme et souvent un sous-traitant. Une étude sur 2 000 actions en justice de livreurs contre des entreprises de livraison de nourriture montrait que les géants privés sous-traitaient à de petites entreprises indépendantes, qui étaient chargées de recruter, de gérer et de payer les livreurs. Ces agences embauchaient sous le statut d'autoentrepreneur plutôt que salarié à temps plein ayant droit à des protections. Et pour se décharger de leurs responsabilités en cas d'accidents ou de blessures pendant le travail, ils ont aussi créé des sociétés fantômes...

Compter sur ses propres forces. En juillet 2021, six administrations d'État ont publié une directive exigeant que les plates-formes de livraison améliorent le traitement des travailleurs dans plusieurs domaines, notamment en payant des salaires plus élevés, en réduisant la pression pour la rapidité des livraisons. Depuis, rien n'a changé ! Exemple : en septembre 2021, le syndicat officiel ACFTU de Pékin a annoncé qu'il allait affecter des cadres syndicaux dans les quartiers où se trouvent ces travailleurs pour recenser et résoudre les problèmes qu'ils rencontrent. Et depuis ? Rien ! Alors, les livreurs à nouveau ne peuvent que compter sur leurs propres forces en s'organisant de diverses façons, manifestant ou faisant grève.

« *Bien que la Chine interdise les syndicats indépendants et les grèves, cela n'a pas empêché ces travailleurs indépendants de s'organiser officieusement* », écrit « Wired », un magazine sur les technologies. « La Lettre » publie la première partie d'un long article relatant leurs conditions de travail et leurs tentatives de s'opposer à la surexploitation. ●

Lecteurs, aidez-nous à faire connaître cette « Lettre ». Merci aux lecteurs qui se sont réabonnés.

Livreurs contre l'algorithme du patron

Huang Hui, chercheur doctorant, a travaillé six mois en tant que livreur de repas à Shanghai. Il fait partie d'une cohorte de chercheurs qui étudient comment les algorithmes contrôlent la vie de ces travailleurs précaires. La revue « Wired » a publié fin mars un long article relatant leurs conditions de vie (le terme générique « travailleur précaire » utilisé ici recouvre des situations différentes : rare contrat de travail, CDD, autoentrepreneur, intérim, etc.). Extraits.

Les entreprises ont exploité des algorithmes pour obliger les livreurs à travailler plus rapidement et plus efficacement, les pressant avec des délais de livraison plus serrés.

HUANG s'est vite rendu compte qu'il ne pouvait pas suivre le rythme de ses collègues, dont beaucoup livraient des denrées sur leurs cyclomoteurs électriques douze heures par jour. Travailler comme coursier est une activité risquée. Il dit avoir été témoin de six accidents de la route impliquant des livreurs pendant son séjour, dont un mortel. « *C'était vraiment choquant* », dit-il. Le danger le rendait anxieux, et accomplir de 50 à 60 commandes par jour était une « *tâche énorme* ».

Au cours de ces dernières années, l'économie des plates-formes chinoise a suscité des critiques, non seulement en ce qui concerne les droits du travail, mais aussi en raison des pressions fondées sur les données imposées par les grandes plates-formes de livraison de nourriture Meituan et Ele.me pour satisfaire les 469 millions de personnes qui commandent de la nourriture en ligne.

Les entreprises ont exploité des algorithmes pour obliger les livreurs à travailler plus rapidement et plus efficacement, les pressant avec des délais de livraison plus serrés. Depuis l'introduction de ces changements, les rapports d'accidents de la route impliquant des livreurs se sont multipliés, et ces derniers ont commencé à se rebeller.

Certains bernent les plates-formes pour obtenir des salaires plus élevés, d'autres se regroupent pour retourner contre leurs patrons la performance fondée sur les données. Beaucoup d'autres forment des syndicats non officiels avec l'aide de réseaux sociaux comme WeChat et Douyin, le nom chinois de TikTok.

Des livreurs ont créé des groupes WeChat comptant jusqu'à 500 personnes pour échanger des informations sur les endroits de la ville où il est difficile d'effectuer des livraisons, comme les grands immeubles avec plusieurs ascenseurs ou les communautés fermées. Ces endroits sont considérés comme des « *zones interdites* », où les coursiers refusent de se rendre. Les livreurs « *savent qu'il est impossible de livrer dans les délais prévus par la plate-forme* », explique Bonini (NDLR : une chercheuse). *Ils organisent donc ce genre de refus collectifs jusqu'à ce que cette commande revienne avec un prix plus élevé* ».

Dans les villes chinoises très fréquentées, comme Shanghai, certains travaux

de livraison sont organisés autour de stations. Il s'agit de plaques tournantes pour des sous-traitants indépendants qui organisent le travail de livraison de différents restaurants, garantissant aux livreurs un flux de travail régulier mais prélevant une commission sur les plates-formes pour lesquelles ils travaillent. « *Il y a deux types de livreur* », explique un livreur de Meituan, la plus grande plate-forme de livraison de repas. *Certains font partie de stations, et ils obtiendront plus de commandes. Puis il y a les livreurs qui se lancent seuls, et ils sont plus libres, mais reçoivent moins de commandes.* »

Cette situation donne aux travailleurs précaires un pouvoir de négociation : s'ils refusent de travailler pour des salaires inférieurs et qu'une station perd des commandes, en particulier aux heures du déjeuner, la cote de la station dégringole et reçoit en conséquence moins d'affaires des plates-formes. En attendant, ils peuvent continuer à travailler de manière indépendante. « *Même une perturbation mineure sous la forme de ces actions collectives à très petite échelle peut amener les responsables des stations à la table des négociations* », explique Eli Friedman, de l'université Cornell.

Bien que la Chine interdise les syndicats indépendants et les grèves, cela n'a pas empêché ces travailleurs indépendants de s'organiser officieusement. De nombreux livreurs de nourriture trouvent des occasions de se regrouper grâce à d'autres types d'algorithme – ceux qui les aident à trouver sur l'application Douyin des personnes partageant les mêmes idées, là où les travailleurs indépendants partagent leurs expériences et leurs conseils.

(À suivre)

Ces deux semaines avant le massacre du 4 juin 1989...

Nous poursuivons la publication de la contribution de Yueran Zhang entamée dans la précédente « Lettre ».

Fin mai circulait la rumeur d'une grève des 100 000 ouvriers de l'Acierie de Pékin...

On imagine l'effroi du pouvoir à l'idée que ces ouvriers puissent déferler sur la ville !

UNE AUTRE RUMEUR circulait largement parmi les travailleurs : la fédération panchinoise des syndicats ACFTU, le syndicat officiel chinois, était elle-même sur le point de proclamer la grève générale, et cela a renforcé l'audace de certains travailleurs. Pour préparer cette éventuelle situation, nombre de travailleurs se sont mis à établir des liaisons entre les usines. Ces liens restaient pour la plupart informels, les travailleurs échangeaient des remarques sur l'état d'esprit de leurs collègues dans leurs usines respectives, en particulier dans les usines où les grèves avaient déjà commencé. Toutefois, on ignore si un plan concerté pour préparer une grève générale vit le jour.

S'armer, s'organiser et faire grève signifient autre chose que se rassembler, manifester et occuper. Dans ce dernier cas, il s'agit de s'exprimer, tandis que dans le premier cas, les actes impliquent de bâtir solidement un pouvoir sur le processus de production et la gestion de la société dans son ensemble. Ce n'est pas

dans les mots que les ouvriers se faisaient radicaux, mais dans les actes. Voilà où on en était du mouvement à la fin du mois de mai et au début de juin : les étudiants se battaient avec un enthousiasme déclinant, une participation qui se réduisait et des querelles intestines permanentes, alors que les ouvriers se montraient toujours plus forts et plus radicaux en s'organisant et en se mobilisant par eux-mêmes.

Il est impossible de dire avec certitude ce qui a poussé les dirigeants du PC à décider finalement d'ordonner à l'armée d'entrer dans Pékin « *quoi qu'il en coûte* » et d'écraser le mouvement. Mais on peut néanmoins penser que ce qui a terrifié les dirigeants du parti fut la rapidité avec laquelle le mouvement ouvrier s'est développé et mobilisé. Ce serait une explication au fait que les ouvriers ont souffert d'une répression bien plus terrible que les étudiants pendant le massacre comme après. Au pire du massacre dans la nuit du 3 juin, les ouvriers ont livré des combats extrêmement héroïques contre

l'armée (Ndlr : ici est cité un témoignage que nous ne publions pas).

Quels griefs ont poussé les travailleurs à prendre leur place dans ces événements de 1989 ? Certaines explications de gens de gauche mettent l'accent sur un mécontentement général dû à la libéralisation des prix et à l'inflation galopante de la fin des années 80. Ce n'est pas faux, mais ce n'est pas tout. En fait, en se polarisant sur les seules revendications économiques et difficultés matérielles, ils donnent crédit à l'hypothèse un peu condescendante selon laquelle les travailleurs ne seraient pas soucieux des questions de démocratie ni de revendications politiques. En fait, tout au long du mouvement, les travailleurs ont exprimé clairement la vision de la démocratie à laquelle ils aspiraient. Et il faut le souligner, cette vision a pour origine leurs propres expériences quand ils étaient confrontés au manque de démocratie dans les ateliers.

(À suivre)